



Communiqué de presse

36/21

Montreuil, le 29 mars 2021.

Où sont passées les valeurs de l'Ordre de Malte ?

"La dignité humaine, le souci de la détresse d'autrui et l'attention à la dimension sociale et relationnelle de chacun" ...Certainement pas envers ses salarié.e.s...

La situation n'évolue toujours pas pour les salarié.e.s de l'Ordre de Malte France exclu.e.s du Ségur de la Santé. Un mois après s'être rassemblé.e.s une première fois, les salarié.e.s n'ont reçu aucune réponse officielle à leurs revendications de la part du siège à Paris.

Faisant suite à l'appel à la mobilisation lancée à l'initiative de la CGT sur l'ensemble des établissements de l'Ordre de Malte France, suivie par le CPMPP et la Maison d'Accueil Spécialisée Saint Jacques de Roquetaillade (Gers), la Maison d'Accueil Spécialisée Saint Jean de Malte (Paris) et la plateforme autiste Saint-François (Annecy), une délégation de salarié.e.s menée par notre Déléguée Centrale CGT a été reçue devant le siège de l'Ordre de Malte France à Paris.

En quelques mots : L'association chiffre l'effort financier que demanderait le paiement des revalorisations salariales issues du Ségur de la Santé aux salarié.e.s exclu.e.s à 3 millions d'euros par an, et prétend ne pouvoir l'assumer. Or, une analyse financière démontre que l'Ordre de Malte France disposait d'un fond de réserve de 20 millions d'euros fin 2019. L'Ordre de Malte n'est plus à une contradiction près, puisque s'ils assuraient jusqu'alors que l'extension du Ségur pour 2022 était en bonne voie, notamment en raison de la rencontre organisée avec la ministre chargée du Handicap, ils se cachent désormais derrière l'Etat en avançant qu'ils n'auraient pas l'assurance d'une extension du Ségur aux établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif.

Face à cette plaisanterie, le syndicat CGT Ordre de Malte France appelle d'ores et déjà à rejoindre la journée nationale de grève du 8 avril, à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, et entend intensifier les actions locales dans les semaines à venir.

Contact presse :
Anissa BOUAOUAJA : 06 51 69 51 51